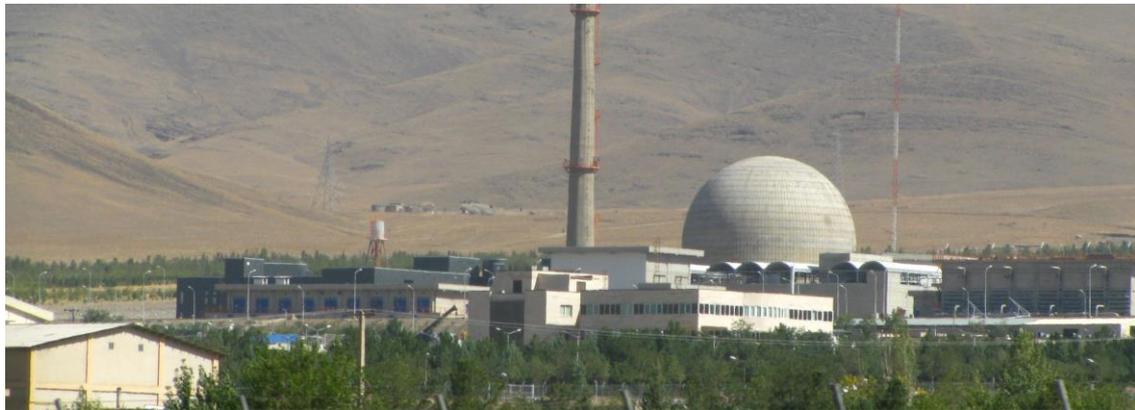


10

POINTS CLÉS SUR L'IRAN ET SON PROGRAMME NUCLÉAIRE



Les négociations sur le programme nucléaire iranien sont entrées dans une phase dite décisive. En dépit des concessions occidentales, le régime iranien ne semble pas avoir renoncé à ses ambitions nucléaires. Un nouvel accord pourrait être incomplet, auquel cas il faudra exercer des pressions supplémentaires sur l'Iran.

Le 15 mars 2015, les négociations sur le nucléaire iranien sont entrées dans une phase dite décisive. L'issue est incertaine mais la volonté d'aboutir de l'Administration Obama et la vision d'un régime assagi, allié virtuel contre le djihadisme sunnite, occultent une partie de la réalité. Ainsi le discours du premier ministre israélien devant le Congrès des États-Unis (3 mars 2015) sur la menace iranienne a-t-il été jugé inutilement alarmiste et répétitif. Le retour aux faits s'impose donc. Dix points-clés sur une crise rampante, aux effets proliférateurs et chaotiques dans l'ensemble du Moyen-Orient.

1 | Le programme nucléaire iranien est de longue haleine et les visées de Téhéran justifient le discours de B. Netanyahu au Congrès (Washington, 3 mars 2015)

A la suite du discours prononcé par Benyamin Netanyahu devant le Congrès des États-Unis, le 3 mars 2015, d'aucuns ont jugé le chef du gouvernement de l'État hébreu inutilement alarmiste et souligné le fait qu'il dénonçait les projets nucléaires iraniens depuis les années 1990. Pourtant, les faits donnent partiellement raison à Netanyahu. C'est au milieu des années 1980 que le régime chiite-islamique a pris langue avec l'État pakistanais, lui-même engagé dans la prolifération nucléaire (voir le réseau du docteur Khan et les essais nucléaires pakistanais de 1998, doublés d'essais nucléaires indiens). A partir de 1993, les négociations nucléaires irano-pakistantaises se sont intensifiées. Les révélations de 2002 sur le programme nucléaire clandestin de l'Iran sont ensuite venues confirmer les accusations lancées par le premier ministre israélien. Depuis, la dénonciation des projets iraniens et la mise en place de sanctions ont permis de ralentir le programme nucléaire de Téhéran. S'il est suivi d'effets, le discours « alarmiste » tient de la prédiction autodestructrice : ce sont les mesures prises contre Téhéran, dont l'embargo sur le pétrole, qui ont ralenti la progression de Téhéran vers l'arme nucléaire.

2 | Le régime iranien n'a pas respecté le Traité de non-prolifération (TNP), pourtant signé et ratifié par Téhéran (1968-1970)

Le non-respect par Téhéran des obligations contractées dans le cadre du TNP, dont l'Iran est partie prenante depuis le début, est pleinement attesté : l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) a publié plusieurs rapports sur la question. Si le trio Paris-Londres-Berlin (l'UE-3) a pu, un bref temps, obtenir la suspension du processus d'enrichissement de l'uranium, la pause tactique n'a pas duré. Signé en 2004, l'accord était violé par l'Iran dès l'année suivante. Alors en charge des négociations avec l'UE-3, Hassan Rohani a ensuite présenté cette suspension provisoire comme une simple manœuvre tactique. Président depuis le 14 juin 2013, il affirme, tout comme son prédécesseur, le sinistre Ahmadinejad, le droit intangible de l'Iran à enrichir de l'uranium sur son territoire. Détenteur du pouvoir ultime au sein du régime, le Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, pratique la surenchère et affirme régulièrement vouloir détruire l'État hébreu. Cela ne doit pas être ignoré ou perçu comme une sorte de folklore politique local.

3 | La longue négociation, amorcée en 2003, a permis à Téhéran de devenir un « État du seuil », bientôt capable de passer au stade militaire

Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ont condamné le programme iranien d'enrichissement de l'uranium. Outre le fait que le « droit à l'enrichissement » brandi par Téhéran n'est pas prévu par le TNP, la mise en œuvre d'un programme nucléaire civil (dans un pays qui regorge d'hydrocarbures) ne nécessite pas automatiquement cette activité. La diplomatie, les tactiques dilatoires iraniennes et la longue patience des Occidentaux ont permis à Téhéran d'avancer vers l'objectif. L'Iran possède aujourd'hui 20 000 centrifugeuses, réparties sur deux sites d'enrichissement (Natanz et Fordow), dont la moitié est en activité

(160 en 2003). Le stock d'uranium enrichi à 5% est de 7 600 kg, auxquels il faut ajouter 186 kg d'uranium enrichi à 20% (en partie dilués). Téhéran dispose d'installations nucléaires profondément enfouies sous une montagne (à Fordow, près de Qom). Sur la base militaire de Parchin, des tests d'explosion applicables au nucléaire ont probablement été menés (le régime ferme l'accès de cette base et d'autres sites aux inspecteurs de l'AIEA). Il faut aussi prendre en compte un effort résolu dans le domaine des missiles balistiques et le développement d'une filière au plutonium (centrale d'Arak). Parallèlement, le programme spatial iranien a démontré la capacité du pays à mettre sur orbite un satellite et donc sa maîtrise de la technologie des lanceurs à longue portée. Le *leitmotiv* iranien dans cette longue négociation : gagner du temps et conserver sa latitude d'action.

4 | **Survendu aux opinions publiques, le texte signé le 24 novembre 2013 n'est pas un « accord historique »**

Présenté comme un accord historique et célébré comme tel, ce texte n'est qu'un accord provisoire censé déboucher en six mois sur un véritable accord. Il n'a pu encore déboucher sur un document exprimant clairement la renonciation de Téhéran à ses ambitions militaro-stratégiques, avec mise en place d'un dispositif juridique et institutionnel qui encadre solidement les activités nucléaires civiles iraniennes. La complexité technique de cette question ne peut expliquer le report à deux reprises des échéances (juillet 2014 et novembre 2014), et ce après des années de négociations, intensifiées au cours des deux dernières années. Le report s'explique par la volonté iranienne de gagner du temps et de conserver l'infrastructure nécessaire pour, le moment venu, franchir rapidement le seuil de la nucléarisation militaire. Malgré l'accord intérimaire, la quantité d'uranium enrichi s'est depuis accrue. Téhéran dispose de plus de 7 600 kg d'uranium enrichi à 5% contre 6 000 kg en 2013. Le pouvoir iranien a bien accepté de diluer une partie des 186 kg d'uranium enrichis à 20% mais l'opération est réversible, et Téhéran conserve les moyens de mener un programme militaire (voir le point 3). Les experts occidentaux estiment le « *breakout* », c'est-à-dire le temps nécessaire à l'obtention de l'uranium suffisamment enrichi pour fabriquer une arme nucléaire, à trois mois.

5 | **En acceptant la thèse iranienne d'un « droit à l'enrichissement », les Occidentaux ont fait une concession majeure, grosse de menaces**

En contradiction avec le TNP et les résolutions votées dans le cadre de l'ONU, l'accord intérimaire du 24 novembre 2013 reconnaît *de facto* le prétendu « droit à l'enrichissement » que Téhéran s'est arrogé. Depuis, les « 5+1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) ne cherchent plus qu'à limiter le nombre des centrifugeuses iraniennes et à mettre en place un système de contrôle censé garantir un délai suffisant pour réagir, dans le cas où Téhéran accélérerait sa marche vers le nucléaire militaire (le « *breakout* » est aujourd'hui de trois mois). Ce premier recul pourrait en annoncer d'autres. Dans les négociations en cours, il ne s'agirait plus de quelques centaines de centrifugeuses, de manière à offrir une porte de sortie honorable au régime iranien, mais d'un parc de 6500 engins. Empêcher Téhéran de mettre en marche des centrifugeuses plus puissantes (les IR-2) est présenté comme l'objectif à atteindre. L'obtention d'un délai de réaction d'un an, avant le passage au stade militaire, serait un gain stratégique majeur ! Bref, l'infrastructure nucléaire iranienne serait préservée. Les tactiques d'évitement des négociateurs iraniens permettraient donc à Téhéran de conserver une certaine liberté d'action dans les années à venir. Ajoutons que les atermoiements des dirigeants occidentaux, dans la perspective d'une montée en puissance de la crise, ne sont pas de bon augure.

6 | L'idée d'une grande alliance entre l'Iran et l'Occident est une thèse géopolitique qui distrait de l'essentiel

Sur cet accord en trompe-l'œil qui visait d'abord à ne pas rompre le fil de la négociation, la communication politique et les analystes les plus optimistes ont greffé espérances et représentations apaisées, le *story-telling* tournant à la légende urbaine. L'élection sous contrôle de Hassan Rohani – homme du sérail campé en réformateur en butte aux radicaux du régime –, prouverait que l'Iran est sur le chemin de la modération, la volonté de s'insérer pacifiquement dans la mondialisation prenant enfin le pas sur le révolutionnarisme islamique. Certains vont plus loin. Nous serions à la veille d'un retournement géopolitique fondé sur l'opposition commune de l'Occident et de l'Iran au djihadisme sunnite : une nouvelle grande alliance pourrait voir le jour. Le surgissement de l'« État islamique » dans l'arc de crise Syrie-Irak est ensuite venu alimenter le scénario géopolitique. Les négociateurs occidentaux ne doivent pas se laisser distraire par ce semblant de « grand récit » (voir le point 7). Leur objectif doit être le suivant : s'assurer que l'Iran ne pourra pas accéder à l'arme nucléaire, à court terme comme à long terme. Sinon, le Moyen-Orient connaîtra une prolifération en cascade, avec au bout du chemin le scénario du pire et le chaos généralisé.

7 | La nature du régime, ses agissements et son projet de domination régionale ne doivent pas être ignorés

Au vrai, le scénario de la grande alliance entre l'Iran et l'Occident néglige la nature du régime iranien, son histoire et ses pratiques. Le régime chiite-islamique institué par l'ayatollah Khomeiny est à l'origine de l'islamisme révolutionnaire qui a balayé le Grand Moyen-Orient, et il a en partie suscité son « contraire relatif » : le jihadisme sunnite. Dans la présente situation, la politique agressive et dominatrice de l'Iran est l'une des forces chaotiques du Grand Moyen-Orient. Le programme nucléaire de l'Iran, ses essais balistiques et la constitution d'un arc chiite ont provoqué les régimes arabes sunnites, poussés à des jeux dangereux. Conjugué à la situation syrienne, l'appui de Téhéran au sectarisme d'Al-Maliki, l'ancien premier ministre irakien, a servi l'« État islamique ». Enfin, la sauvagerie du prétendu nouveau califat ne dédouane pas le régime iranien du terrorisme. Dans le contexte libanais des années 1980, civils et militaires français ont été frappés par des attentats, et ce jusque dans les rues de Paris. Aujourd'hui encore, Téhéran arme le Hezbollah, soutient le jusqu'au-boutisme sanglant de Bachar Al Assad, déstabilise le Yémen et fournit une grande partie de l'arsenal qui frappe le territoire israélien. La « sanctuarisation agressive » du territoire iranien par le nucléaire amplifierait ces maux, les voisins de l'Iran se lançant à leur tour dans une course au nucléaire. Elle est d'ailleurs amorcée, avec les programmes nucléaires de la Turquie, de l'Arabie Saoudite, des États du Golfe et de l'Égypte.

8 | La solution consistant à évacuer l'uranium hautement enrichi vers la Russie laisse sceptique

Outre la question des centrifugeuses et celle du contrôle des infrastructures nucléaire iraniennes, le devenir du stock d'uranium hautement enrichi (à 20%) est l'un des points durs de la négociation en cours. La solution qui consisterait à évacuer l'uranium hautement enrichi vers la Russie, chargée de le convertir en combustible pour la centrale nucléaire de Bouchehr, laisse sceptique. D'une part, Téhéran n'acceptera pas de se dessaisir de la totalité de son stock ou s'efforcera de le reconstituer (Téhéran pourrait aussi privilégier la filière au plutonium, autre voie d'accès à l'arme nucléaire). D'autre part, la volonté de Moscou de s'opposer à l'Occident et le climat de guerre froide ne préjugent pas d'une coopération solide et confiante dans les relations Est-Ouest. On doit redouter l'usage que Vladimir Poutine ferait de ce nouveau levier de pouvoir. Dans l'immédiat, un tel dispositif renforcerait les liens étroits noués entre Moscou et Téhéran, ce que semblent présager les nouveaux accords nucléaires russo-iraniens annoncés le 11 novembre 2014. *In fine*, le prétendu grand arrangement entre l'Iran et l'Occident pourrait déboucher sur une étroite alliance russo-iranienne.

9 | Les négociations en cours n'aboutiront pas à un règlement définitif de la crise nucléaire iranienne

Au total, le projet de règlement n'est pas conforme aux espérances politico-stratégiques occidentales. Le « droit à l'enrichissement » de l'uranium proclamé par l'Iran est d'ores et déjà reconnu, le nombre de centrifugeuses que Téhéran conserverait s'est encore accru par rapport à ce qui était affirmé lors de la signature de l'accord intérimaire, le dispositif de contrôle de l'infrastructure nucléaire iranienne est incertain. Les Occidentaux cherchent à obtenir du régime iranien qu'il ratifie le protocole additionnel de l'AIEA sur le régime des inspections ainsi qu'un système de contrôle de longue durée ; Téhéran refuse une durée excédant les cinq ans. En contrepartie du ralentissement de son programme nucléaire, sans renoncer à l'essentiel, Téhéran prétend obtenir la levée rapide des sanctions internationales mises en œuvre dans le cadre de l'ONU et de celles appliquées par les Occidentaux. A l'évidence, les conditions d'un véritable accord ne sont pas réunies et le risque est celui d'un mauvais compromis. Significativement, en lieu et place de l'accord politique prévu pour la fin mars, il est désormais question d'un simple « entente », un artifice diplomatique destiné à prolonger la négociation au-delà.

10 | L'Autre n'est pas le Même

Dans son rapport à l'Iran, une partie des dirigeants et observateurs occidentaux perçoit la situation à travers un modèle économiciste-utilitariste. En dernière analyse, les chefs de l'Iran seraient des politiciens rationnels, en quête d'avantages matériels, et le conflit serait soluble dans des marchandages d'intérêts. La quête de prospérité devrait effacer l'hostilité, le ressentiment, le revanchisme et autres passions tristes. Il y a là confusion entre le politique et l'économique, deux activités humaines originaires dont les ressorts et les finalités ne sont pas les mêmes. Au plan historique et dans sa substance même, le régime chiite-islamique iranien est fondé sur l'opposition à l'Occident. La rationalité dont les dirigeants iraniens font preuve ne relève pas de la raison, au sens de Kant, mais de la rationalité instrumentale. Ces hommes ont leur propre échelle de référence et sont déterminés à poursuivre leurs objectifs. Bref, la phase diplomatique en cours s'inscrit dans une épreuve de forces de longue haleine. Seule d'intenses pressions géoéconomiques ont pu ramener Téhéran à la table des négociations. En cas de blocage, les mêmes outils et la baisse des cours sur l'économie iranienne peuvent conjuguer leurs effets pour modifier l'équation géostratégique.



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.